

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 21/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC Aulnay

4 rue Pierre Fixot
93600 Aulnay-Sous-Bois

Références : /
Code AIOT : 0006523200

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement CHIMIREC Aulnay implanté 4 rue Pierre Fixot 93600 Aulnay-sous-Bois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à l'incendie d'un big-bag de poussières sous le dépoussiéreur de l'atelier CSE qui a nécessité l'intervention des pompiers le 19 septembre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC Aulnay
- 4 rue Pierre Fixot 93600 Aulnay-sous-Bois
- Code AIOT : 0006523200
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Chimirec d'Aulnay regroupe, trie et traite des déchets dangereux et non-dangereux. Il héberge les activités auparavant exploitées sur le site historique de Dugny, aujourd'hui à l'arrêt. En 2022, le site a pris en charge 40 000 tonnes de déchets. L'effectif sur le site est de 124 salariés. Les activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2023-0744 du 30 mars 2023.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 2.5	Demande d'action corrective	2 mois
2	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 8.4.2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 8.4.4	Demande de justificatif	1 mois
4	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, articles 3.1.5, 8.6.3	Demande de justificatif	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 19 septembre 2025, un incendie d'importance modérée est survenu sur site. Il ne s'est pas propagé au-delà du big-bag de poussières et a pu être maîtrisé par le personnel à l'aide d'un extincteur et d'un PIA sur le site. Les pompiers sont ensuite intervenus pour arroser le haut du dépoussiéreur, afin de supprimer le risque de reprise de l'incendie.

Les conséquences de l'incendie se sont limitées à l'arrêt temporaire de l'atelier CSE et à quelques travaux de réparation sur cet équipement.

L'inspection note la qualité de l'arbre des causes réalisé à la suite de l'incident, ce qui a permis à l'exploitant d'identifier et d'entreprendre un certain nombre d'actions d'améliorations, engageant des moyens techniques et organisationnels. Ces actions sont reprises dans la première fiche de constat.

Néanmoins, il est demandé à l'exploitant d'approfondir certains points de son analyse des causes et de planifier une visite de vérification complémentaire de ses installations électriques, car certains éléments n'ont pas pu être vérifiés lors de la dernière visite.

Enfin, il lui est également demandé de transmettre les justificatifs de vérification et de maintenance périodique des systèmes d'extinction de l'atelier CSE ainsi que ceux relatifs aux équipements de sécurité du dépoussiéreur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents ou accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a rempli la fiche de notification d'incident du Barpi et en a transmis à l'inspection un exemplaire le 10/10/2025 ainsi qu'une analyse des causes. <u>Description sommaire de l'incident :</u> D'après les caméras, un feu de poussières a démarré dans le big-bag à l'exutoire du dépoussiéreur de l'atelier CSE (combustibles de substitution énergétique) à 3h59 le 19 septembre 2025. Un chauffeur passant devant le dépoussiéreur à 6h15 a donné l'alerte. Le responsable de la logistique a tenté de neutraliser le feu avec un extincteur. En raison de la persistance de fumées et de braises, le foyer a été refroidi par un PIA en attendant l'arrivée des pompiers. Cela a déclenché une alarme sonore et visuelle d'évacuation, ainsi que la fermeture automatique des vannes de confinement. Les pompiers sont intervenus vers 7h du matin. Le dépoussiéreur a été arrosé par le haut, afin d'éviter un potentiel retour de l'incendie. L'incendie était de faible amplitude et a pu être maîtrisé rapidement. Le cône du dépoussiéreur ainsi que la pale du cyclone ont été endommagés. La ligne de production a été mise à l'arrêt. Son redémarrage est conditionné à la remise en service de l'unité de traitement des rejets. <u>Description de l'atelier CSE :</u> L'activité de l'atelier CSE consiste au broyage, déferraillage et criblage d'un mélange constitué de pâteux (déchets de peintures, cosmétiques), palettes et emballages en plastique ou métal souillés. Les déchets contiennent des solvants et libèrent des Composés Organiques Volatils (COV). Les métaux sont séparés suite au déferraillage en vue d'être valorisés. Le déchet final est destiné à de la valorisation énergétique (cimenterie ou incinération). L'atelier dispose de 2 systèmes d'aspiration : le premier se situe au niveau du déchiqueteur et de la ligne de convoyage pour le traitement des poussières puis des COV ; le second est situé au niveau de l'air ambiant de l'atelier, pour le traitement des COV uniquement (via des filtres à charbon

actif).

Il convient par ailleurs de noter que, la veille de l'évènement, du fait d'un départ d'incendie au niveau de la déchiqueteuse suite au broyage de contenants avec des solvants, le système d'aspiration du broyeur et des convoyeurs a été maintenu en marche toute la nuit, ce qui est inhabituel.

Analyse des causes :

L'exploitant a transmis une analyse des causes de cet incident. Il identifie 6 causes techniques, humaines ou organisationnelles (tri en amont insuffisant, absence de ronde du gardien, moyens d'extinction insuffisants, écoulement de la matière insuffisant dans le dépoussiéreur, etc.).

Il en a déduit un plan d'actions avec 11 actions correctives et préventives : analyse de risques (DUERP), modification d'éléments du dépoussiéreur, ajouts de sécurités, etc.

L'Inspection prend note du plan d'action de l'exploitant.

Concernant l'analyse des causes, l'Inspection relève que le dysfonctionnement de la (ou des) sonde(s) de température située(s) en partie haute du dépoussiéreur n'a pas été retenu dans l'arbre des causes.

Par ailleurs, concernant le point chaud qui aurait causé l'inflammation des poussières, les causes restent imprécises. L'analyse retient l'aspiration d'une braise ou point chaud depuis le broyeur et l'auto-inflammation des poussières dans le cône mais exclut le phénomène de friction dans le dépoussiéreur.

L'Inspection des installations classées formule donc les observations suivantes :

- l'aspiration d'une braise ou point chaud depuis le broyeur la veille qui aurait « couvé » plus de 12 heures dans le dépoussiéreur n'a pas été jugée initialement pertinente par l'exploitant au regard du délai entre l'évènement de la veille et le départ d'incendie ; ce point doit être justifié ;
- les phénomènes ayant conduit à l'inflammation des poussières doivent être mieux explicités et justifiés ;
- la non prise en compte du phénomène de friction devra être justifiée ;
- le risque ATEX au sein du dépoussiéreur devra être analysé avec une actualisation de l'étude de dangers le cas échéant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- mettre en œuvre son plan d'actions selon l'échéancier présenté ;
- mieux justifier les causes de l'incendie au regard des remarques formulées par l'Inspection ci-dessus ;
- d'analyser le risque ATEX au sein du dépoussiéreur et d'actualiser l'étude de dangers en conséquence ;
- s'assurer, avant la remise en service de l'atelier et du dépoussiéreur, que le dépoussiéreur présente les garanties de sécurité nécessaires (détections, moyens incendie, fonctionnement des équipements, intégrité physique).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification périodique des installations électriques suite à l'intervention de l'organisme accrédité sur la période du 9/10/2024 au 11/10/24. Le rapport fait état de 8 observations. L'observation n° 1 précise que la vérification réglementaire est incomplète parce que l'exploitant a refusé de mettre les installations hors tension, et qu'une visite complémentaire est donc nécessaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La vérification des installations électriques ayant été incomplète, il est demandé à l'exploitant de programmer dans les meilleurs délais une visite complémentaire ou de transmettre le rapport correspondant, si celle-ci a déjà été réalisée. Par ailleurs, les observations effectuées par le prestataire doivent donner lieu à un plan d'action. L'exploitant justifiera que les observations du prestataire ont bien été levées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques
Prescription contrôlée : Le bâtiment est équipé en partie haute de détecteurs adaptés aux zones à couvrir (flamme, fumée ou multi-ponctuel) permettant de détecter un départ de feu ; reliés à une centrale de détection adressable. En cas d'alerte, une alarme sonore est diffusée sur l'intégralité du site. Hors heures ouvrables, le dispositif de gardiennage effectue une levée de doute. Des dispositifs d'extinction automatique, adaptés aux risques, sont notamment prévus [...] dans la

zone F au niveau de l'atelier CSE.

L'ensemble du bâtiment d'exploitation est sous sprinklage.

Les systèmes d'extinction automatique sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constats :

Dispositifs de lutte contre l'incendie :

Après une visite de l'atelier, l'inspection a constaté la présence :

- de PIA ;
- d'un système de déluge autonome et automatique dans chaque cellule associé à des caméras thermiques ;
- d'un réseau de sprinklage en toiture ;
- de têtes de sprinklage supplémentaires au-dessus du broyeur et le long du convoyeur.

L'exploitant précise également qu'il y a deux têtes de sprinklage en haut du dépoussiéreur.

Des alarmes visuelles et sonores sont asservies au déclenchement de ces moyens de lutte contre l'incendie et à la fermeture automatique des vannes de confinement.

L'exploitant indique que, pendant l'incendie, les deux têtes de sprinklage (tarées à 140 °C), situées sous le caisson des filtres du dépoussiéreur, ne se sont pas déclenchées.

Il précise également que les matériels de mesure et l'écluse sont ATEX.

Enfin, la mise à la terre est bien effective. Ainsi, l'incendie ne proviendrait pas a priori d'une décharge électrostatique.

Système de détection incendie (SDI) :

Le site dispose d'un centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI). Les alarmes des détecteurs d'incendie sont reportées au CMSI du poste de garde. Le gardien organise la levée de doute. Le gardiennage est assuré 24h/24 et 7j/7. La visite de la zone des fosses et du déchiqueteur a permis de constater la présence de caméras qui sont, selon l'exploitant, des caméras thermiques.

L'exploitant a transmis le compte-rendu de vérification périodique du SDI, établi le 19/09/2024, selon le référentiel APSAD R7.

Système d'extinction automatique incendie de type sprinklage (SEI) :

Les systèmes de sprinklage et déluge ont pu être constatés au niveau de la déchiqueteuse, du convoyeur et de l'atelier, notamment au niveau des alvéoles de stockage.

En premier lieu, un rapport de réunion technique du 23 août 2023 concernant l'atelier de production de CSE a été transmis à l'inspection. Les intervenants étaient des représentants de l'exploitant, du CNPP et de la société AAI.

Il précise notamment que :

- la densité envisagée dans la zone est de 22, 5 l / min/m² sur 300 m², sous eau glycolée ;
- la zone "Amont", correspondant aux fosses de réception des déchets, doit contenir des sprinklers en toiture de type spray K160, tarés à 93 °C ;
- le convoyeur au-dessus des alvéoles de stockage de produits finis est à protéger par des sprinklers complémentaires ;
- les traversées des convoyeurs à travers les cloisons doivent faire l'objet d'une protection par

<p>l'intermédiaire d'un double rideau de part et d'autre de la paroi ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le broyeur sera protégé par un système déluge avec une densité d'application de 10 l/ min/ m² ; - le dépoussiéreur extérieur sera protégé également par des sprinklers. <p>D'autre part, l'exploitant a transmis le rapport de conformité du 27 février 2025, selon le référentiel APSAD R1 Ed. 2020, du système d'extinction automatique de type sprinkler, pour l'ensemble du site.</p> <p>Celui-ci recense 2672 têtes, dont 2572 de type RS (Risque Spécifique), et 11 postes (4 de type antigel, 2 de type antigel + AFFF, 3 de type déluge + AFFF et 2 postes de dérivation).</p> <p>Un autre rapport détaille le nombre de têtes par secteur et par type.</p> <p>Les sprinklers de la zone F (production de CSE) sont contrôlés par le poste n°1 de type antigel (qui contrôle également les convoyeurs, les caissons, ainsi que les cabines de déferailage).</p> <p>Les 8 sprinklers du broyeur et les deux rideaux d'eau des convoyeurs sont contrôlés par les postes de déluge 1 et 2, en dérivation sur le poste n°1.</p> <p>Néanmoins, les documents présentés ne semblent pas correspondre à des rapports de vérification périodique des systèmes d'extinction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les rapports de vérification périodique des systèmes d'extinction automatique pour l'atelier CSE.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Dispositions d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, articles 3.1.5, 8.6.3</p>
<p>Thème(s) : Events ; Vérification périodique et maintenance des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>§ 3.1.5 (...) Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéresseurs...).</p> <p>Aucun stockage n'est réalisé à l'extérieur du bâtiment d'exploitation.</p> <p>§ 8.6.3 L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le dépoussiéreur est équipé d'un dispositif d'alarme en cas de colmatage, de têtes de sprinklage et d'éléments de sécurité dont des sondes de température avec alarme. L'atteinte d'un seuil haut doit déclencher l'arrêt de la captation. Toutefois, l'exploitant a indiqué que la sonde de température au niveau des filtres ne fonctionne pas depuis la mise en service des installations. Il n'a pas pu être constaté au niveau du dépoussiéreur de marquage ATEX ; or, l'exploitant a indiqué que les matériels présents au sein du dépoussiéreur sont ATEX. De même, il n'a pas pu être vérifié la présence d'événements relatifs au risque d'explosion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de corriger la situation relative aux dysfonctionnements du dépoussiéreur.</p> <p>Il est par ailleurs demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une description des dispositifs de sécurité présents sur le dépoussiéreur accompagnée des schémas/plans ad hoc ; - un extrait du registre ou un rapport permettant de justifier que les équipements de sécurité du dépoussiéreur sont périodiquement vérifiés et font l'objet d'une maintenance en tant que de besoin ; - les plans de zonage ATEX et justifiera la situation du dépoussiéreur, notamment au regard de la présence de poussières combustibles et de vapeurs inflammables.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>